

Droits et Taxes Applicables aux PMEs

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



KPMG



Louison KIYOMBO

Associé KPMG, Expert comptable, Co-Fondateur de l'institut congolais des administrateurs

Présentateur

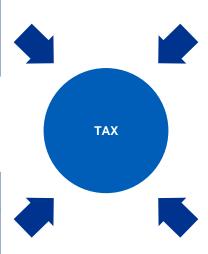
Types de services et types de missions

Audit fiscal

- Revue de la situation fiscale de l'entreprise et valorisation du risque encouru;
- Revue des états financiers dans le cadre de la clôture comptable;
- Due diligence achat ou vente;
- Revue du manuel des procédures fiscales ou de la documentation sur les prix de transfert.
- Audit du fichier de la paie ou des immobilisations;

Taxe sur la valeur ajoutée TVA/ Retenue à la source

- Revue des déclarations TVA de l'entreprise;
- Revue de la procédure mise en place;
- Audit des états détaillés de la TVA récupérée par l'entreprise;
- Revue des déclarations de la taxe sur la retenue souscrite pour les fournisseurs étrangers des services;



Travaux de conformité

- Etablissement des déclarations fiscales annuelles, trimestrielles ou mensuelles des impôts et taxes et leur apurement;
- Confection de la liasse de déclarations de l'impôt sur les bénéfices et profits;
- Déclarations sociales de l'entreprise;
- Représentation des entreprises devant les administrations et correspondances y relatives;

Assistance pendant les inspections de l'Administration

- Assistance aux inspections fiscales annuelles;
- Négociation des litiges fiscaux ;



KPING Sommaire



- 1 DEFINITION DES CONCEPTS
- MPOT SUR LES BENEFICES ET PROFITS
- IMPOT PROFESSIONNEL SUR LES REMUNERATIONS
- IMPOT FONCIER
- MPOT SUR LE REVENU LOCATIF
- / IMPOT SUR LE VEHICULE
- TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
- REDEVANCES ET TAXES NATIONALES, LOCALES ET DES ETD
- LES COTISATIONS SOCIALES

1. Généralités



Le régime fiscal congolais n'est pas unifié. Il est géré par plusieurs institutions, notamment:

- La DGI: Direction Générale des Impôts;
- La DGDA: Direction des douanes et accises;
- La DGRAD: Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de Participation;
- Les Directions Provinciales et locales des Recettes (26 provinces);

Mais nous n'allons pas ignorer les contributions sociales collectées par la CNSS, l'INPP et l'ONEM

Pour ce qui concerne le sujet d'aujourd'hui, il faut savoir que les lois qui mettent en place les trois dernières institutions n'ont pas prévu des dispositions particulières pour les petites et moyennes entreprises. D'où, les PMEs sont assujettis à la parafiscalité au même titre que les entreprises du droit commun.

Nous allons donc parler essentiellement des dispositions particulières mises en place pour le paiement des impôts par les PMEs. Cette notion qui ne connait aucune définition uniforme en RDC dépend de chaque institution qui aborde le sujet. Mais pour bien comprendre la particularité des dispositions accordées aux PMEs, il nous faut d'abord rappeler les dispositions générales des impôts qui frappent les entreprises.

- L'obligation de déclaration et d'identification par le numéro impôt;
- 2. L'impôt sur les bénéfices et profits, IBP. 30% du bénéfice net des sociétés résidentes et 14% des facturations pour les personnes physiques ou morales non-résidentes en RDC;
- 3. L'impôt mobilier, IM. Il est de 20% sur les dividendes/intérêts et de 20% de 70% des redevances payées (marques ou locations des immobilisations).

Généralités (suite)



- 4. La taxe sur la valeur ajoutée, **TVA**; **16%** du montant facturé.
- 5. L'impôt foncier, **IF**; les taux sont fixés suivant les localités.
- 6. L'impôt sur les revenus locatifs, IRL; 22% du loyer perçu;
- 7. La taxe spéciale de circulation routière.

En plus de ses impôts, l'entreprise a reçu l'obligation légale de retenir certains impôts, notamment:

- L'impôt professionnel sur les rémunérations, IPR; qui est du par les employés suivant un barème publié et mis à jour de temps en temps.
- L'impôt sur les dividendes perçus par les associés de la société;
- La retenue locative de 20% du loyer payé;
- L'IBP de 14% supporté par les fournisseurs des services non-résidents.

Quels sont les impôts dus par les PMEs?

2. Les Impôts dus par les PME



ORDONNANCE-LOI N° 13/006 DU 23 FEVRIER 2013 PORTANT REGIME FISCAL APPLICABLE AUX ENTREPRISES DE PETITE TAILLE EN MATIERE D'IMPOT SUR LES BENEFICES ET PROFITS

- Cette Ordonnance-Loi, définit au plan fiscal, l'Entreprise de petite taille constituée en Micro-Entreprise ou Petite Entreprise comme suit:
- Toute entreprise, quelle que soit sa forme juridique, qui réalise un chiffre d'affaires annuel inférieur à 80.000.000,00 de Francs congolais.
- La Micro-Entreprise est toute entreprise qui réalise un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 10.000.000,00 de Francs congolais.
- La **Petite Entreprise** est celle qui réalise **un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10.000.000,00** de Francs congolais et **inferieur à 80.000.000,00** de Francs congolais.

Article 3:

Les professions libérales et les professions constituées en charges ou offices dont le chiffre d'affaires est inferieur à 80.000.000,00 de Francs congolais sont considérées comme Micro-Entreprises et Petites Entreprises suivant les conditions définies à l'article 2 cidessus.

2. Les Impôts dus par les PME



Des taux

Le taux de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Petites Entreprises est de :

- 1 % pour les activités de vente ;
- 2 % pour les activités de prestation de services.

Lorsqu'un contribuable exerce à la fois les activités de vente et de service, les chiffres d'affaires respectifs sont cumulés et imposés suivant l'activité principale.

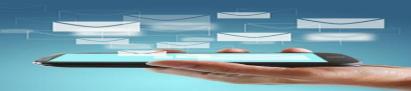
Article 7:

L'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Petites Entreprises est payé en deux quotités :

- 60 % représentant l'acompte ;
- 40 % au titre de solde.

L'acompte dont question à l'alinéa précédent est versé à l'aide d'un bordereau de versement d'acompte, au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus. Le solde est acquitté à la souscription de la déclaration autoliquidative, au plus tard le 30 avril de la même année.

IMPOTS DUS PAR LES PME



Туре	Revenus imposables ou operations imposables	Taux	Échéances
IBP petites entre entreprises	le chiffre d'affaire réalisé par petites entreprisesétablies en RDC	*1% sur les activités de ventes *2% sur les prestations de services	*Premier acompte 60% payé au plutard le 31 janavier M+1 *Solde 40% payé au plutard le 31 Avril M+1
IBP moyennes entreprises	Tous les bénéfices et profits réalisés par les entreprises Etablies en RDC	30%	*1er acompte 20% payé avant le 1er juin *2ème acompte 20% payé avant le 1er aout * 3ème acompte payé au avant le 1er octobre *4ème acompte payé avant le 1er décembre
IBP non residents	Revenus réalisés en RDC par les personnes physiques ou morales non établies en RDC	14%	Au plutard le 15 M+1
Impot professionnel sur les remunérations	Remunérations payées	Sur base du barème	au plutard le 15M+1
Impo Mobilier (IM)	Revenus d'actions, parts, capitaux empruntés réalisés par les entreprises établies en RDC	20%	Au plutard le 15M+1
Impot foncier	Superficies des propriétés baties et non baties en RDC	Le taux varie en fonction les localités	Au plutard le 1er Fevrier N+1
Impor sur le vehicule	Véhicules mis en circulation sur le réseau routier public	Taux calculé suivant le chévaux-vapeur	*avant le 31 mars de chaque année pour les véhicules acquis avant le 1er janvier ; à la date de l'immatriculation du véhicule pour les véhicules acquis au cours de l'année
TVA	Livraison des biens et prestations de servises à des tiers	*0% à l'exportation 16% à importation et à l'intérieur	Au plutard le 15M+1

REDEVANCES ET TAXES NATIONALES, LOCALES ET DES ETD DUS PAR LES PME

LIBELLE	ECHEANCE	
MINISTERE DE L'ECONOMIE		
transmission des structures des prix	Au début des activités puis chaque fois que les prix changent	
transmission des statistiques de production, de vente, d'importations ou d'exportations	Mensuelle (Au plutard le 10 M+1)	
Dépots des etats finaciers		
MINISTERE DE L'ENERGIE		
Taxe sur l'autorisation d'exploitation des eaux naturelles des fleuves et des lacs et puis à usage domestique	5	
Redevance mensuelle sur utilisation des eaux naturelles	Mensuelle	
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT		
Permis d'exploitation pour les bureaux (enquête commodo-incommodo,)+TRA	31 mars dépôt des éléments Au plutard 30 juin paiement	
Taxe polution	31 mars dépôt des éléments Au plutard 30 juin paiement	
MINISTERE DES HYDROCARBURES		
l'Autorisation d'Importation et Commercialisation des produits pétroliers	12 mois	
Autorisation de transport et stockage des produits pétroliers	12 mois	
MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR		
Taxe sur le numéro import / export (personne morale)	Déclaration et paiement auplus tard, le 31 mars.	

REDEVANCES ET TAXES NATIONALES, LOCALES ET DES ETD

LIBELLE	ECHEANCE
MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATION	
Déclaration de détention, d'installation et d'exploitation des conducteurs (PABX, serveurs)	31-mars
Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations terriennes émettrices réceptrices :	31-mars
- Station VSAT	31-mars
MINISTERE DE LA CULTURE ET DES ARTS	
Taxe sur autorisation de dépôt des affiches et des panneaux publicitaires dans les lieux publics FOND DE PROMOTION CULTURELLE	ponctuelle
Redevance sur les panneaux publicitaires et affiches	Mensuelle
MINISTERE DE L'INDUSTRIE	Mensuene
Taxe sur la détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial	
(Métrologié légale)	31-mars
MINISTERE DU TRANSPORT ET VOIES DE COMMUNICATION	
Cortificat de Contrôle Technique	Mise en circulation d'un véhicule automoteur puis chaque
Certificat de Contrôle Technique	6 mois
MINISTERE DE LA JUSTICE Dépôt PV assemblées genérales	
Depot des états financiers	
Depot des ctats initaliciers	
Inscription complementaire pour changement d'adresse	
MAIRIE	
Stationnement	
Taxe Unique d'ouverture	
COMMUNE	
Taxe annuelle professionnelle	

LES COTISATIONS SOCIALES

En RDC nous avons trois institutions en rapport avec les cotisations sociales, il s'agit de :

- Caisse Nationale de Sécurité Sociale
- Institut National de Préparation Professionnelle
- Office National de l'Emploi

Toutes ces cotisations sont calculées sur base des rémunérations à payer aux employées

B.1. Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

Le taux de la CNSS de 18% dont 13% quote-part patronale et 5% quote-part ouvrière

B.2. Institut National de Préparation Professionnel (INPP)

Le taux est de 1 à 3% selon le nombre d'employé de la société

- De 1 à 50 employé le taux est de 3%
- De 51 à 300 employés le taux est de 2%
- Plus de 300 employés le taux est de 1%

Office National de l'Emploi (ONEM)

Le taux est de 0,2%

QUESTION RÉPONSE